

LE TERRITOIRE DES MANDARINS

Vingt-et-un mois pour passer du drame à la farce, de la mort d'Alain Urban dans la clinique de Bel-Air à la réorganisation des Institutions psychiatriques genevoises (IUP), qui — dans ses grandes lignes — devrait être arrêtée avant la fin de ce mois.

Cette date du 31 mars, a rappelé le conseiller d'Etat Jacques Vernet à la Commission administrative des IUP qu'il réunit coup sur coup pour le finish, cette date "correspond à l'échéance de la prolongation du régime transitoire établi par le Conseil d'Etat" suite au dépôt d'un fameux rapport d'enquête sur Bel-Air (TVB-Hebdo No 120, du 18 septembre 1981: *La psychiatrie genevoise a mal aux têtes*). Et puis, poursuit Vernet, "il faut à tout prix éviter que l'incertitude ne persiste parmi les collaborateurs, ce qui ne manquerait pas de provoquer une nouvelle dégradation de la situation..."

Terrains de chasse

A l'heure où nous mettons sous presse, comme on dit, la Commission administrative des IUP siège encore. On ne peut donc exposer ici, dans le détail souhaitable, la nouvelle organisation des IUP: le partage des dépouilles n'est pas achevé. On peut en revanche donner un aperçu de la curée, montrer ce qui aiguise les dents des fauves principaux. A quoi pensent, en d'autres termes, les pontes de la psychiatrie genevoise lorsqu'ils négocient un nouveau dispositif de soins?

A tout, bien sûr, sauf aux malades. Dans leur correspondance avec Jacques Vernet, c'est tout juste si le mot lui-même apparaît; il désigne alors une fourniture.

A quoi pensent-ils? Au fric, par exemple. Le 21 décembre 1981, Vernet avait écrit aux grands fauves, en leur soumettant un projet de réorganisation: "Il va sans dire que (...) la mise en place de cette nouvelle structure n'aura aucune conséquence financière sur vos situations salariales respectives, vos droits étant acquis." Le 28 janvier 1982, Joseph Villat répond: "Il m'apparaît que l'indication de droits acquis (...) ne s'applique pas à mon cas". Joseph Villat est directeur administratif de Bel-Air; la nouvelle structure en ferait le directeur administratif de toutes les IUP, fonction qu'il assume à titre transitoire déjà. Et Villat de réclamer une augmentation de salaire. "L'augmentation de mes responsabilités doit justifier une révision de ma situation",

A quoi songent les grands patrons en négociant des organigrammes pour la psychiatrie genevoise ?



d'autant plus que son prédécesseur, gna gna gna.

Ils se préoccupent surtout de leurs terrains de chasse.

Cas du prof. André Haynal, directeur du CPSU (l'extra-hospitalier), à qui Vernet propose, le 21 décembre, un Service de psychiatrie spéciale et psychothérapie. Un service "horizontal", comme on dit, sans territoire propre, qui travaillerait donc sur celui des autres, en renfort. Dans sa réponse du 28 janvier 1982, Haynal répète qu'il veut bien, mais qu'il exige son morceau de clinique. Ne serait-ce que pour nourrir son enseignement à la fac de médecine: "Pour le mener à bien, j'ai besoin des malades de l'Unité de psychiatrie et de psychologie médicale à l'hôpital cantonal. Sans ascendant hiérarchique sur cette Unité, il deviendrait impossible d'organiser ces cours correctement". Haynal redoute d'être "rétrogradé", de se retrouver "dans un bureau sans patients et sans collaborateurs" faute d'un "territoire clinique clairement délimité".

Un rôle de potiche

Cas du prof. René Tissot, directeur de Bel-Air. Vernet songeait à lui confier un Service de la recherche biologique et pharmacologique. Tissot, qui a la plume plus robuste que ses collègues, braille le 29 jan-

vier 1982: "Inacceptable sous sa forme actuelle". Il veut, pour n'être pas "réduit au rôle de quémendeur ou de potiche", coiffer d'abord "l'ensemble des recherches biologiques, pharmacologiques et de psychologie génétique des IUP", autrement dit: un territoire que la concurrence ne dispute pas. Il exige aussi, "à l'intérieur de Bel-Air, une unité clinique d'investigation et de soins dont il aura l'entière responsabilité médicale". En clair: peuplement autonome du territoire en cobayes. On reviendra prochainement sur ce point, crucial compte tenu des problèmes éthiques soulevés par les recherches de Tissot (TVB-Hebdo No 80 du 17 octobre 1980: *Les Schtroumpfs du professeur Tissot*).

Chacun son terrain de chasse, et tous chefs de services égaux: ils disputent alors de la préséance. Le prof. Gaston Garrone, directeur des IUP, était depuis cinq ans, sur le papier, patron suprême; comment le rester, au moins en apparence? Il est tout désigné (l'ancienneté, les titres, la souplesse) pour inaugurer la présidence du collège des chefs de service destiné à remplacer les actuelles directions médicales des IUP, présidence que l'on imagine (à l'image du système en vigueur à l'Hôpital cantonal) élective et rotative. Mais mieux vaut assurer. Garrone suggère, le 27 janvier 1982, une formule plus simple: "... du moins pendant les premières années, il serait souhaitable que le président du collège des chefs de service soit désigné par la Commission administrative... Une fois que le collège des chefs de service sera rodé, le système électif pourrait éventuellement être introduit". Ce qui, bien sûr, fait hurler Tissot: on est collégial ou on ne l'est pas.

Parcours Vita

Ils cultivent leur clientèle — au sens politicien ou corporatiste du mot. Chaque grand fauve a ses petits carnassiers d'escorte, qui manifestent sa gloire et fondent sa puissance. Il s'agit de les garder, de les promouvoir — et de leur assurer, en cas de besoin, la matérielle. Ainsi le prof. Tissot prévient-il Jacques Vernet: "Il me serait impossible de continuer à vivre au sein des IUP de Genève si l'avenir des principaux collaborateurs qui m'ont fait confiance n'était pas assuré. Il s'agit..." du prof. Jean Constantinidis, des Dr Pierre Dick, Jacques Richard, Jean-Michel Gaillard et Philippe Bovier, tous nommément désignés à l'attention bienveillante du conseiller d'Etat.

Enfin, les honneurs, les grades académiques. Sous le problème, sérieux, de l'articulation des IUP et de la fac de médecine, voici le parcours Vita des mandarins. Deux exemples, pris chez le prof. Garrone.

Psychiatrie de l'enfant : l'unité qui s'y consacre actuellement devrait devenir un des grands services des IUP. L'homme qui monte, là, est le Dr Bertrand Cramer. Parallèlement, il faut songer, sur le versant "enseignement" de cette discipline, à la succession du prof. René Diatkine. Garrone : "A vues humaines les fonctions de chef de l'unité et de professeur de psychiatrie de l'enfant devraient être réunies dans la même personne". Un coup de pouce au Dr Cramer !

Humour british

Psychiatrie gériatrique : on songe à "universitariser" les institutions de gériatrie, dont le patron - le Dr J.-P. Junod - serait fait par voie de conséquence professeur extraordinaire ou ordinaire. Il faudrait alors refiler aux institutions de gériatrie la psychiatrie gériatrique, actuellement fief, à Bel-Air, du Dr Jacques Richard. "Le Dr Richard, assure Garrone, n'aurait rien à perdre dans cette intégration, bien au contraire". Rien, sinon peut-être quelques chances de promotion académique dans le cadre du Département de psychiatrie que dirige Garrone. Il faut dire que c'est un poulain de Tissot, pour lequel Garrone a l'affection que l'on connaît. Beurk.

Et voilà comment on mijote un organigramme pour les IUP. Comment dès lors ne pas saluer l'humour tout britannique de Jacques Vernet, remerciant les grands fauves en date du 3 mars 1982 de leurs "réponses substantielles et dépassionnées" (c'est nous qui soulignons) ? Comment ne pas goûter, dans le même texte, la saveur d'antiphrase de ce rappel : "Je répète que les IUP sont d'abord un élément de notre dispositif de santé publique. Ces institutions sont donc prioritairement des lieux de soins et toute réflexion sur leurs structures doit partir de cette priorité."

Des questions concrètes

L'ADUPSY, qui comme son nom l'indique se voue à la défense des droits des usagers (1) plus qu'à l'illustration de l'humour psychiatrique, n'a que méfiance et inquiétude devant l'énorme magouille qui se dénoue ces jours. Le partage des territoires entre grands et petits fauves consacre, à ses yeux, un conflit de tendances, il ne le résoud pas. Trop d'incohérences demeurent, dont les patients, pour l'ADUPSY, pourraient en dernière analyse faire les frais. Et puisque c'est à eux qu'il faut songer d'abord, le plus concrètement possible, l'ADUPSY repose la bonne vieille question qui est au coeur de toute la crise des IUP : celle de l'isolement et des traitements à hauts risques à Bel-Air. L'ADUPSY n'attend pas un nouvel organigramme des admissions, mais une réponse précise.

Jean Steinauer

(1) Association pour les droits des usagers de la psychiatrie, 22 rue Neuve-du-Molard, 1204 Genève.

NOUS AVONS TOUT ENVISAGÉ,
DE L'ATTAQUE D'UNE BANQUE,
A L'ENLÈVEMENT
DU COMMANDANT DE CORPS
MABILLARD.

MAIS DANS L'IMMÉDIAT
NOUS NE VOYONS QU'UNE SOLUTION
A NOS PROBLÈMES FINANCIERS :

ABONNEZ-VOUS

RÉABONNEZ-VOUS

ABONNEZ VOS AMIS